

Trois cinquièmes des dépenses des administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales ont été consacrées à la protection sociale, aux soins de santé et à l'enseignement en 2019

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans Le Quotidien, le vendredi 27 novembre 2020

Les administrations publiques canadiennes ont dépensé environ 798,5 milliards de dollars en 2019, dont la majorité (61,0 %) a été consacrée à la protection sociale, aux soins de santé et à l'enseignement. Les charges relatives à l'enseignement (+3,7 %) ont affiché la plus forte augmentation en 2019, suivies des charges au chapitre de la protection sociale (+3,4 %) et des soins de santé (+2,9 %).

Les répercussions de la pandémie de COVID-19 sur l'année de référence 2019

L'année de référence 2019 correspond à l'exercice se terminant le 31 mars 2020 pour ce qui est des administrations publiques fédérale, provinciales et territoriales. Les estimations actuelles comprennent, entre autres, les paiements rétroactifs pour la Subvention salariale d'urgence du Canada.

La baisse marquée de l'activité économique au cours de l'année de référence 2020, conjuguée à de vastes mesures budgétaires mises en place en réponse à la pandémie de COVID-19, entraînera des dépenses sans précédent, surtout à l'échelle de l'administration publique fédérale.

Les charges en matière de protection sociale demeurent les plus élevées de l'administration publique canadienne

Les charges relatives à la protection sociale de l'administration publique canadienne consolidée, c'est-à-dire les administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales, locales et les autres entités gouvernementales combinées, ont augmenté de 3,4 % en 2019 pour atteindre 190,6 milliards de dollars. Cette somme représente près du quart (23,9 %) des dépenses publiques totales.

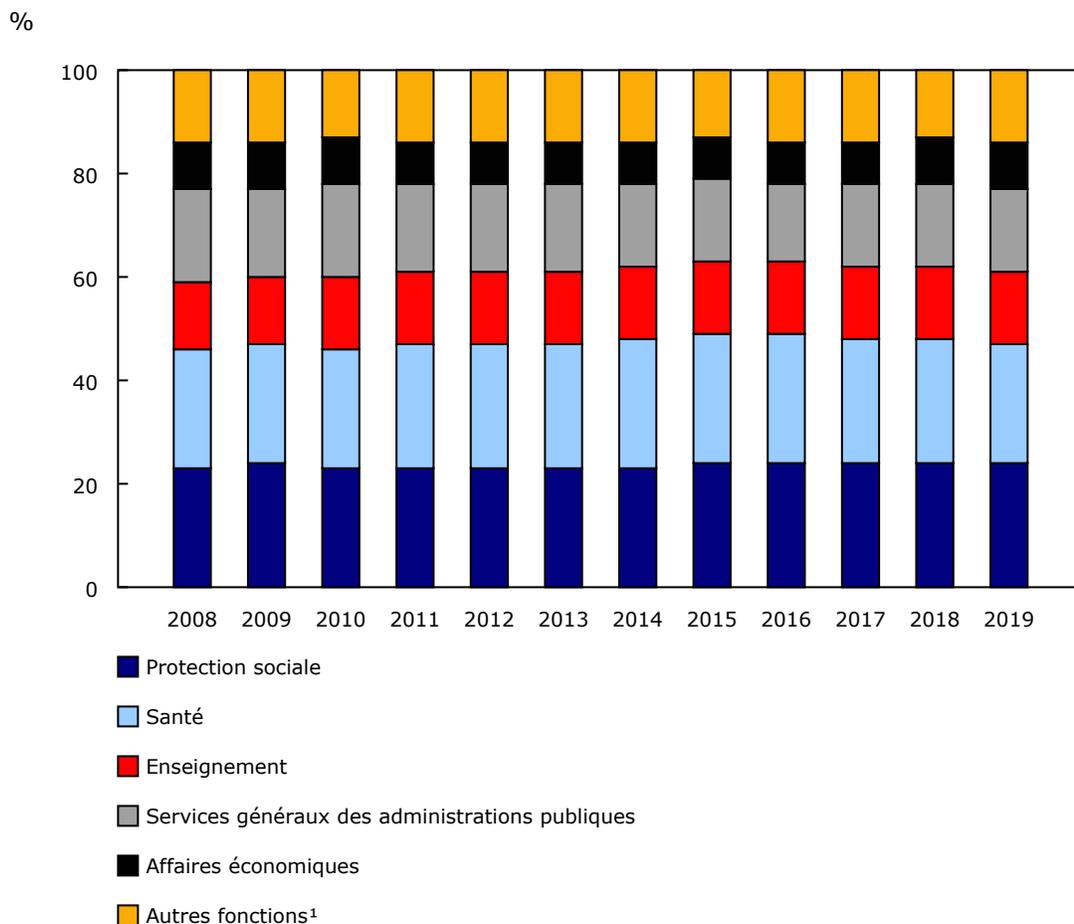
La protection sociale comprend des programmes comme la Sécurité de la vieillesse, les allocations familiales, les prestations d'invalidité et les prestations d'assurance-emploi. L'augmentation observée en 2019 (+3,4 %) était en grande partie attribuable aux charges accrues en prestations de Sécurité de la vieillesse (+4,9 milliards de dollars) et en allocations familiales et en allocations pour enfants (+3,1 milliards de dollars).

Les charges en matière de soins de santé ont augmenté de 2,9 % pour atteindre 186,5 milliards de dollars et représentaient 23,4 % des dépenses publiques totales. Cela équivaut à 4 910 \$ par Canadien. La hausse était principalement attribuable à des charges accrues en services hospitaliers, qui ont augmenté de 3,5 % pour s'établir à 123,4 milliards de dollars.

Les charges relatives à l'enseignement ont augmenté de 3,7 % par rapport à 2018 pour s'établir à 109,9 milliards de dollars. En excluant les transactions liées à la dette publique, qui sont considérées comme des services généraux des administrations publiques, l'enseignement occupait le troisième rang des dépenses en 2019 et représentait 13,8 % des dépenses publiques totales. Bien que les charges aient augmenté pour tous les niveaux de scolarité, l'enseignement primaire et secondaire est la catégorie qui a contribué le plus à cette croissance; les charges relatives à l'enseignement ont affiché une hausse de 3,4 % pour atteindre 67,2 milliards de dollars.



Graphique 1
Proportion des charges des administrations publiques canadiennes consolidées, selon la fonction, 2008 à 2019



1. La catégorie « autres fonctions » comprend la défense, l'ordre et la sécurité publics, la protection de l'environnement, le logement et les équipements collectifs, et les loisirs, la culture et la religion.
 Source(s) : Tableau 10-10-0005-01.

L'administration publique canadienne augmente les dépenses liées aux affaires économiques en réponse à la pandémie de COVID-19

L'administration publique canadienne a augmenté ses dépenses au chapitre des affaires économiques de 12,8 % en 2019 pour les porter à 75,7 milliards de dollars, ce qui représente 9,5 % des dépenses totales. Les affaires économiques désignent les activités économiques comme l'agriculture, l'énergie, l'exploitation minière ou le transport.

Les augmentations les plus notables des charges relatives aux affaires économiques ont été observées dans les affaires économiques, commerciales et du travail en général (+4,2 milliards de dollars) et dans le secteur des combustibles et de l'énergie (+2,2 milliards de dollars). Les dépenses de l'administration fédérale au chapitre de la Subvention salariale d'urgence du Canada ont été principalement à l'origine de l'augmentation dans les affaires économiques, commerciales et du travail en général, tandis que les administrations provinciales, territoriales et locales ont été à l'origine de l'augmentation dans le secteur des combustibles et de l'énergie.

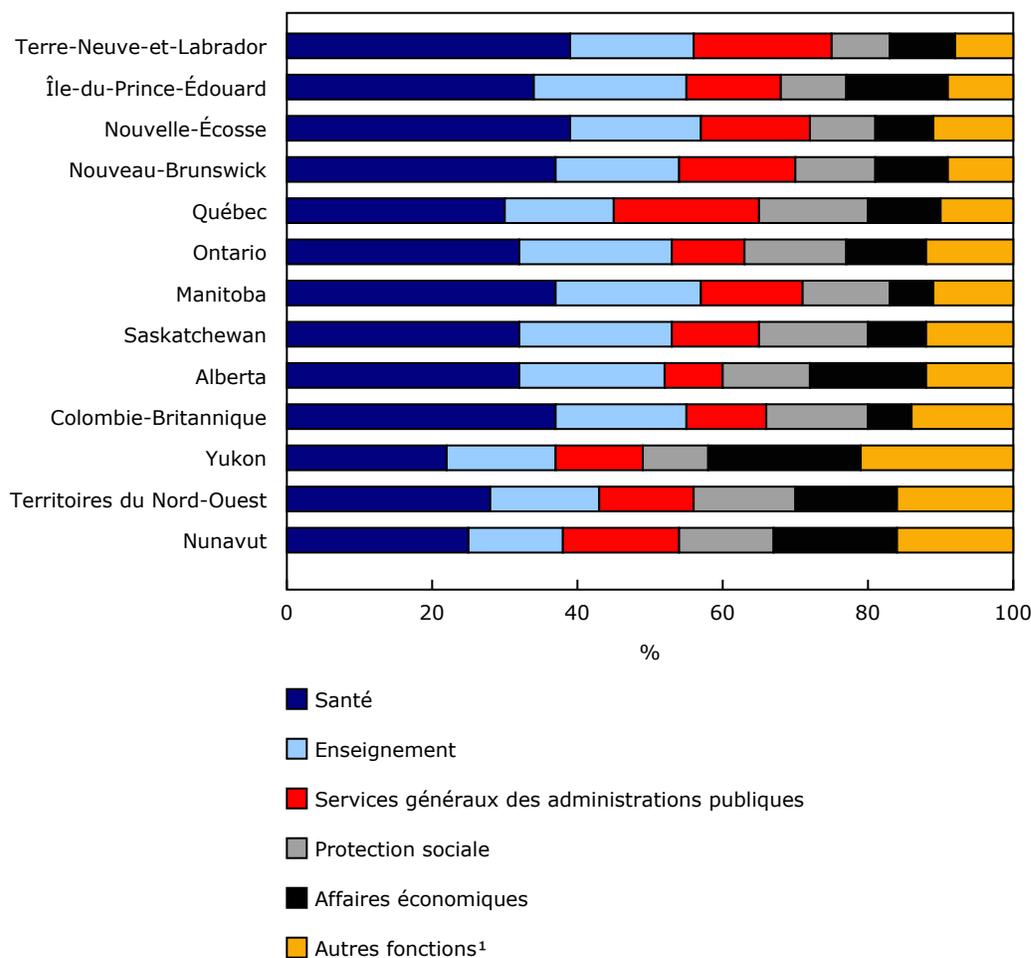
Les charges en matière de soins de santé demeurent les plus élevées des administrations publiques provinciales, territoriales et locales

Les charges en matière de soins de santé (32,7 %) sont demeurées les plus élevées des administrations publiques provinciales, territoriales et locales combinées, représentant près du tiers de leurs dépenses totales en 2019.

Par habitant, les charges en matière de soins de santé, à l'échelle provinciale, ont été les plus élevées à Terre-Neuve-et-Labrador (6 449 \$), en Nouvelle-Écosse (5 577 \$) et au Nouveau-Brunswick (5 566 \$). Les charges les moins élevées par habitant ont été enregistrées en Ontario (4 440 \$), à l'Île-du-Prince-Édouard (4 622 \$) et en Colombie-Britannique (4 648 \$).

Selon la moyenne des provinces, les services hospitaliers représentaient la plus grande proportion des charges en matière de soins de santé, soit plus des deux tiers (69,9 %), suivis des services ambulatoires (13,0 %) et des produits, appareils et matériels médicaux (6,1 %).

Graphique 2
Proportion des charges des administrations publiques provinciales, territoriales et locales consolidées, selon la fonction, 2019



1. La catégorie « autres fonctions » comprend l'ordre et la sécurité publics, la protection de l'environnement, le logement et les équipements collectifs, et les loisirs, la culture et la religion.

Source(s) : Tableau 10-10-0005-01.

L'enseignement primaire et secondaire domine les dépenses provinciales en enseignement

Les charges relatives à l'enseignement primaire et secondaire ont été les dépenses les plus élevées en matière d'enseignement pour toutes les provinces : elles représentaient en moyenne près des deux tiers (63,2 %) des dépenses totales en enseignement. Les charges relatives à l'enseignement universitaire (24,4 %) représentaient près du quart des dépenses totales en enseignement dans les provinces, tandis que celles relatives à l'enseignement collégial représentaient 10,5 % en moyenne.

La Saskatchewan (3 331 \$), l'Alberta (3 145 \$) et l'Île-du-Prince-Édouard (2 939 \$) ont été les provinces qui ont dépensé le plus en enseignement par habitant, tandis que la Colombie-Britannique (2 283 \$), le Québec (2 344 \$) et la Nouvelle-Écosse (2 628 \$) ont été celles qui ont dépensé le moins.

Le Manitoba a enregistré la plus forte augmentation des dépenses en enseignement par habitant (+6,4 %) comparativement à 2018, tandis que l'Ontario (-0,3 %) a affiché la seule baisse, laquelle a été en partie attribuable aux mesures syndicales prises par les enseignants de l'Ontario.

Les charges en matière de protection sociale de la Colombie-Britannique augmentent pour une deuxième année consécutive

Parmi les administrations publiques provinciales et locales, les charges en matière de protection sociale par habitant ont été les plus élevées en Saskatchewan (2 479 \$) et au Québec (2 384 \$), tandis que les charges les moins élevées ont été enregistrées à l'Île-du-Prince-Édouard (1 187 \$) et en Nouvelle-Écosse (1 336 \$).

Pour une deuxième année consécutive, la Colombie-Britannique est la province ayant déclaré la plus forte augmentation des charges en matière de protection sociale; celles-ci ont affiché une hausse de 12,1 % pour s'établir à 9,1 milliards de dollars (1 776 \$ par habitant). L'augmentation des charges en matière de protection sociale était principalement attribuable au logement et au développement social, ainsi qu'aux programmes de développement des enfants et des familles.

L'Alberta affiche une forte croissance des charges relatives aux affaires économiques

Les dépenses totales des administrations publiques provinciales, territoriales et locales en matière d'affaires économiques ont augmenté de 6,7 % pour atteindre 58,4 milliards de dollars en 2019. L'augmentation est en grande partie attribuable à la hausse des charges relatives à l'énergie (+2,2 milliards de dollars) et au transport (+0,9 milliard de dollars).

L'augmentation des dépenses en énergie a surtout été observée en Alberta (+1,3 milliard de dollars) et en Ontario (+0,9 milliard de dollars). Pour une deuxième année consécutive, l'augmentation observée en Ontario était principalement attribuable au programme d'atténuation du prix de l'électricité. L'augmentation observée en Alberta était principalement attribuable aux dépenses effectuées dans le cadre du programme de livraison de pétrole brut par rail de la province.

Par habitant, les charges provinciales relatives aux affaires économiques ont été les plus élevées en Alberta (2 611 \$), à l'Île-du-Prince-Édouard (1 934 \$) et au Québec (1 578 \$), tandis que les charges les moins élevées ont été enregistrées en Colombie-Britannique (790 \$), au Manitoba (823 \$) et en Nouvelle-Écosse (1 170 \$).

Les feux de forêt dans l'Ouest canadien ont une incidence sur les dépenses liées à l'agriculture, à la foresterie, à la pêche et à la chasse

L'Alberta et la Colombie-Britannique ont connu des saisons de feux de forêt divergentes en 2019, et ces feux ont eu une incidence importante sur leurs dépenses liées à l'agriculture, à la foresterie, à la pêche et à la chasse.

En 2019, les dépenses de l'Alberta relatives à l'agriculture, à la foresterie, à la pêche et à la chasse ont augmenté de près du tiers (+32,6 %) pour atteindre 1,6 milliard de dollars, principalement en raison des feux de forêt. Selon les reportages des médias, en 2019, les feux de forêt ont brûlé plus de terres en Alberta que lors de toute autre année au cours des quatre dernières décennies.

À l'inverse, les dépenses de la Colombie-Britannique ont diminué de plus d'un cinquième (-22,7 %) pour s'établir à 1,0 milliard de dollars, en grande partie en raison d'une diminution des dépenses liées aux feux de forêt. La saison des feux de forêt de 2019 en Colombie-Britannique a été la deuxième moins active depuis 2011.

Tableau 1
Dépenses consolidées par habitant selon la Classification canadienne des fonctions des administrations publiques, 2019

	Administration publique canadienne	Administration publique fédérale ¹	Administrations publiques provinciales, territoriales et locales	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec
	dollars							
Services généraux des administrations publiques	3 390	2 724	1 890	3 214	1 821	2 182	2 488	3 066
Fonctionnement des organes exécutifs et législatifs, affaires financières et fiscales, affaires étrangères	525	324	255	598	232	306	229	366
Aide économique extérieure	135	135	0	0	0	0	0	0
Services généraux	820	345	501	1 396	697	619	1 181	825
Recherche fondamentale	1	65	0	0	0	0	0	2
Opérations concernant la dette publique	1 719	657	1 065	1 210	879	939	1 061	1 745
Services généraux des administrations publiques n.c.a. ²	190	1 198	68	8	13	318	15	127
Défense	507	516	0	0	0	0	0	0
Défense militaire	458	466	0	0	0	0	0	0
Défense civile	13	14	0	0	0	0	0	0
Aide militaire à des pays étrangers	31	31	0	0	0	0	0	0
Défense n.c.a. ²	4	4	0	0	0	0	0	0
Ordre et sécurité publics	1 074	377	752	675	634	742	726	658
Services de police	515	219	342	273	308	380	357	324
Services de protection contre l'incendie	131	0	131	82	63	117	83	86
Tribunaux	150	27	124	136	88	160	24	133
Administration pénitentiaire	135	69	68	86	100	56	70	42
Ordre et sécurité publics n.c.a. ²	143	63	87	96	69	30	191	74
Affaires économiques	1 993	632	1 539	1 421	1 934	1 170	1 484	1 578
Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	446	383	196	423	584	449	370	223
Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	250	98	173	132	553	133	166	195
Combustibles et énergie	330	16	324	55	13	86	9	7
Industries extractives et manufacturières, construction	10	0	10	19	6	0	0	25
Transports	766	76	693	750	597	447	853	793
Affaires économiques n.c.a. ²	192	58	142	44	176	55	86	335
Protection de l'environnement	440	134	310	180	226	264	174	273
Gestion des déchets	115	18	98	122	119	135	65	85
Gestion des eaux usées	102	0	103	19	25	17	64	73
Lutte contre la pollution	64	32	33	6	63	42	12	74
Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	56	14	43	11	13	31	23	12
Protection de l'environnement n.c.a. ²	103	70	34	23	6	39	12	28
Logement et équipements collectifs	280	88	226	210	119	220	174	138
Logement et équipements collectifs	107	28	80	42	44	57	58	40
Alimentation en eau	140	20	120	130	57	115	82	74
Éclairage public	16	0	16	27	13	39	32	12
Logement et équipements collectifs n.c.a. ²	18	40	10	13	13	10	1	13
Santé	4 910	1 235	4 744	6 449	4 622	5 577	5 566	4 680
Produits, appareils et matériels médicaux	368	10	358	315	232	267	310	469
Services ambulatoires	682	39	672	602	615	601	613	527
Services hospitaliers	3 250	4	3 247	4 769	2 945	4 119	4 302	3 487
Services de santé publique	239	11	228	170	333	440	97	92
Santé n.c.a. ²	371	1 170	239	593	490	150	243	105
Loisirs, culture et religion	517	163	375	237	182	293	228	393
Services récréatifs et sportifs	186	18	169	105	88	110	140	146
Services culturels	173	82	111	90	88	80	83	158
Services de radiodiffusion, de télévision et d'édition	107	61	47	0	0	0	0	9
Loisirs, culture et religion n.c.a. ²	51	2	49	42	6	103	6	81
Enseignement	2 895	200	2 712	2 782	2 939	2 628	2 643	2 344
Enseignement primaire et secondaire	1 768	29	1 740	1 820	1 689	1 433	1 618	1 611
Enseignement collégial	381	53	328	237	383	221	229	411
Enseignement universitaire	658	52	607	652	797	953	613	308
Enseignement n.c.a. ²	88	66	38	73	69	21	181	14
Protection sociale	5 018	3 123	1 976	1 405	1 187	1 336	1 626	2 384
Maladie et invalidité	833	187	650	411	860	517	679	475
Vieillesse	1 570	1 515	56	0	0	3	22	3

Tableau 1
Dépenses consolidées par habitant selon la Classification canadienne des fonctions des administrations publiques, 2019

	Administration publique canadienne	Administration publique fédérale ¹	Administrations publiques provinciales, territoriales et locales	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec
Famille et enfants	1 480	871	627	335	132	233	455	996
Chômage	341	315	26	0	0	0	0	22
Logement	186	57	175	214	107	161	143	136
Exclusion sociale n.c.a. ²	551	178	388	426	69	421	250	718
Protection sociale n.c.a. ²	56	1	55	15	13	0	77	34
	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut
	dollars							
Services généraux des administrations publiques	1 396	2 111	1 905	1 325	1 376	4 073	6 128	9 341
Fonctionnement des organes exécutifs et législatifs, affaires financières et fiscales, affaires étrangères	138	153	253	262	342	1 215	2 566	2 438
Aide économique extérieure	0	0	0	0	0	0	0	0
Services généraux	253	442	766	528	317	2 620	2 920	3 644
Recherche fondamentale	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations concernant la dette publique	984	1 480	824	494	632	191	531	385
Services généraux des administrations publiques n.c.a. ²	21	34	63	41	85	24	133	2 849
Défense	0	0	0	0	0	0	0	0
Défense militaire	0	0	0	0	0	0	0	0
Défense civile	0	0	0	0	0	0	0	0
Aide militaire à des pays étrangers	0	0	0	0	0	0	0	0
Défense n.c.a. ²	0	0	0	0	0	0	0	0
Ordre et sécurité publics	778	849	947	707	769	2 144	3 031	3 542
Services de police	360	337	382	291	341	738	1 018	1 181
Services de protection contre l'incendie	144	125	154	171	148	310	199	77
Tribunaux	114	104	134	111	149	405	619	847
Administration pénitentiaire	65	236	158	64	43	357	774	770
Ordre et sécurité publics n.c.a. ²	95	46	118	70	88	333	420	667
Affaires économiques	1 512	823	1 342	2 611	790	7 051	6 814	9 957
Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	157	120	156	198	164	476	885	1 565
Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	47	287	604	363	193	834	951	411
Combustibles et énergie	421	0	78	1 260	4	214	996	5 133
Industries extractives et manufacturières, construction	3	7	12	0	10	572	177	0
Transports	786	331	357	721	368	3 835	3 717	2 618
Affaires économiques n.c.a. ²	99	78	134	69	51	1 143	88	205
Protection de l'environnement	312	235	310	434	304	1 620	1 549	513
Gestion des déchets	99	41	74	114	116	95	199	51
Gestion des eaux usées	118	72	164	110	126	95	243	26
Lutte contre la pollution	12	0	6	55	20	238	88	0
Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	57	24	19	113	9	619	310	154
Protection de l'environnement n.c.a. ²	26	98	46	41	33	572	686	257
Logement et équipements collectifs	208	292	330	296	277	2 454	2 146	3 311
Logement et équipements collectifs	80	86	95	102	98	1 453	1 283	2 002
Alimentation en eau	108	157	201	153	162	953	774	1 283
Éclairage public	12	17	30	19	16	24	66	51
Logement et équipements collectifs n.c.a. ²	7	30	4	22	1	0	22	0
Santé	4 440	5 361	5 108	5 110	4 648	7 384	13 495	14 962
Produits, appareils et matériels médicaux	375	268	348	224	304	119	310	154
Services ambulatoires	690	870	632	560	894	1 167	2 500	6 236
Services hospitaliers	2 748	3 547	3 364	3 832	3 114	4 907	8 031	7 545
Services de santé publique	323	318	408	180	140	214	354	642
Santé n.c.a. ²	305	358	355	313	197	1 000	2 279	411
Loisirs, culture et religion	333	246	322	433	497	1 000	1 283	1 848
Services récréatifs et sportifs	168	69	152	254	179	548	664	667
Services culturels	97	155	114	113	63	405	221	719
Services de radiodiffusion, de télévision et d'édition	58	15	0	3	156	0	44	0
Loisirs, culture et religion n.c.a. ²	10	6	57	63	98	48	354	462
Enseignement	2 855	2 863	3 331	3 145	2 283	5 002	7 079	7 725

	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut
Enseignement primaire et secondaire	1 795	2 088	2 157	2 101	1 308	2 716	5 133	4 337
Enseignement collégial	323	234	266	321	258	1 501	1 438	2 130
Enseignement universitaire	685	522	866	702	700	0	0	180
Enseignement n.c.a. ²	51	19	42	22	18	786	509	1 078
Protection sociale	1 881	1 707	2 479	1 876	1 776	3 216	6 504	7 673
Maladie et invalidité	634	606	1 608	982	521	643	2 124	257
Vieillesse	113	0	1	82	5	143	111	77
Famille et enfants	584	777	396	464	412	881	1 062	2 489
Chômage	15	13	51	101	9	0	155	77
Logement	173	159	148	92	277	762	1 858	4 568
Exclusion sociale n.c.a. ²	296	146	178	95	489	191	553	128
Protection sociale n.c.a. ²	66	5	99	61	63	596	619	103

1. Les données de l'administration publique fédérale ne sont pas consolidées.

2. n.c.a. = non classés ailleurs.

Source(s) : Tableaux [17-10-0009-01](#), [10-10-0024-01](#) et [10-10-0005-01](#).

Note aux lecteurs

L'écllosion de la COVID-19, déclarée pandémie le 11 mars 2020, a entraîné des perturbations économiques partout dans le monde. Les administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales du Canada ont pris des mesures économiques sans précédent pour aider à limiter la propagation du virus. Les plus récentes données de la Classification canadienne des fonctions des administrations publiques (CCFAP) pour l'année de référence 2019 comprennent les données annuelles pour l'exercice terminé le 31 mars 2020. Bien que la pandémie de COVID-19 ait eu une incidence sur les dépenses des administrations publiques à la fin de cette période, les répercussions ressenties au cours de l'exercice en cours, qui se terminera le 31 mars 2021 (année de référence 2020), seront beaucoup plus importantes.

La CCFAP permet d'organiser les dépenses des administrations publiques selon leurs principales fonctions socioéconomiques. Ces renseignements permettent d'obtenir un aperçu important sur la façon dont les administrations publiques dépensent l'argent et sur le rôle qu'elles jouent dans la prestation de services.

Cette classification constitue une variante de la norme internationale de classification fonctionnelle des dépenses qui a été élaborée par l'Organisation de coopération et de développement économiques. Elle remplace le Système de gestion financière qui a été utilisé par Statistique Canada jusqu'en 2008.

À l'heure actuelle, les données sur les charges de la CCFAP excluent les dépenses liées aux acquisitions d'actifs non financiers et à la consommation de capital fixe. Des améliorations futures pourraient comprendre la fonctionnalisation des dépenses en immobilisation et la consommation de capital fixe.

Les estimations des administrations publiques provinciales, territoriales et locales (APPTL) consolidées sont souvent utilisées aux fins de comparaison entre les provinces et les territoires puisqu'il est possible que les provinces et les territoires définissent différemment les responsabilités entre les ordres de gouvernement. Ces estimations regroupent les administrations publiques provinciales et territoriales, les établissements de santé et de services sociaux, les universités et les collèges, les municipalités, les autres administrations publiques locales ainsi que les commissions scolaires, tout en excluant les transactions entre les parties. Les estimations de l'administration publique canadienne consolidée regroupent les données des administrations publiques fédérales et celles des APPTL. Elles excluent les données concernant le Régime de pensions du Canada, le Régime des rentes du Québec ou les entreprises publiques fédérales et provinciales.

Le cadre constitutionnel des APPTL des territoires diffère de celui en vigueur dans les provinces, ce qui donne lieu à des différences en matière de pouvoirs financiers et de rôles des administrations publiques. Ces différences, qui s'ajoutent à d'autres spécificités géographiques, démographiques et socioéconomiques entre le Nord et le reste du Canada, donnent lieu à des disparités importantes en matière de statistiques financières des administrations publiques.

Étant donné les disparités importantes dans la taille des estimations des APPTL entre les provinces et les territoires en raison des différentes tailles de population, les données par habitant sont utilisées aux fins de comparaison des dépenses. Les données par habitant sont fondées sur les estimations démographiques pour le Canada, les provinces et les territoires, présentées dans le tableau [17-10-0009-01](#).

Les données annuelles correspondent à la fin de l'exercice financier qui se rapproche le plus du 31 décembre. Par exemple, les données de l'exercice financier de l'administration publique fédérale se terminant le 31 mars 2020 (exercice financier 2019-2020) sont déclarées pour l'année de référence 2019.

Tableaux disponibles : [10-10-0005-01](#) et [10-10-0024-01](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [5218](#).

La structure et les descriptions de la [Classification canadienne des fonctions des administrations publiques](#) sont maintenant accessibles à partir du module *Informations connexes* de notre site Web.

Des renseignements supplémentaires sont offerts dans la publication *Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens (13-605-X)*. Le *Guide de l'utilisateur : Système canadien des comptes macroéconomiques (13-606-G)* est aussi accessible. Cette publication a été mise à jour pour y inclure le [Chapitre 9. Comptes du secteur des administrations publiques dans le Système des comptes macroéconomiques du Canada](#).

Pour obtenir de plus amples renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (STATCAN.mediahotline-ligneinfomedias.STATCAN@canada.ca).